

Les effets de la COVID-19 sur les personnes en situation de handicap au Canada

Fiche d'information No 3 :

La participation des personnes en situation de handicap aux processus décisionnels

La pandémie de COVID-19 et les mesures mises en place pour y répondre ont eu de nombreux effets négatifs sur les personnes aux identités plurielles en situation de handicap au Canada. Bien que ces répercussions soient souvent très graves pour la communauté des personnes handicapées, elles demeurent largement invisibles pour la majorité. Dans cette fiche d'information, des personnes en situation de handicap décrivent avec leurs propres mots comment les décisions prises par le gouvernement durant la pandémie ont touché les personnes handicapées, leurs proches aidants et les organismes au service des personnes handicapées.

Les principaux effets de la COVID-19 et des politiques sur le plan des processus décisionnels :

- Les personnes, les familles et les proches aidants affirment avoir rarement été consultés au sujet des politiques de lutte contre la pandémie qui touchaient leur vie quotidienne. Ils-elles ne se sont **pas senti·e·s représenté·e·s** dans les processus décisionnels des gouvernements.
- Les décisions concernant le port du masque, la fermeture de programmes communautaires et l'interruption des visites dans les foyers de groupe et de soins de longue durée **ont eu des effets négatifs sur les personnes handicapées** et leurs proches aidants. Ces effets auraient pu être atténués si les personnes handicapées avaient été consultées.
- **Les personnes en situation de handicap peuvent soutenir et influencer les décisions relatives à la COVID-19** si les responsables des politiques gouvernementales se donnent la peine de les consulter.



« Je crois que la représentation des personnes handicapées au sein du gouvernement est insuffisante. Je ne crois pas qu'il pourrait y en avoir assez, que ce soit au niveau provincial ou fédéral. Je ne doute pas qu'il y ait des personnes handicapées au gouvernement, mais je ne les vois pas en avant-plan. Je me demande où elles sont, où on les cache. Nous devons avoir une voix au gouvernement. Il y a toute sorte de groupes qui ont quelque-chose à dire, mais qu'on n'entend jamais. »

— Une personne ayant participé au groupe de discussion

Un manque de représentation

La *Loi canadienne sur l'accessibilité* exige du gouvernement qu'il emploie et consulte des personnes en situation de handicap lorsqu'il élabore des lois, des politiques et des programmes^{1*}. Pourtant, durant la pandémie, les personnes directement concernées, leurs familles et leurs proches aidants signalent qu'ils-elles n'ont pas été consulté-e-s ou représenté-e-s dans le cadre des interventions d'urgence. Certain-e-s leaders ont été invité-e-s à conseiller la ministre fédérale de l'Emploi, du Développement de la main d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées au sujet des politiques relatives aux handicaps et à la COVID. Les organismes au service des personnes handicapées ont aussi plaidé pour qu'on règle certains problèmes relatifs aux politiques encadrant les visites dans les foyers de soins de longue durée et le triage dans les hôpitaux. Parallèlement, bon nombre de ces organismes ont eux-mêmes dû investir du temps pour répondre à la pandémie, ce qui a réduit leur capacité à soutenir les personnes handicapées.

Des politiques favorisant l'exclusion

Les besoins d'un grand nombre de personnes handicapées ont été négligés par les mesures de lutte contre la pandémie. Dans certains cas, ces mesures ont aggravé l'isolement des personnes handicapées et la discrimination à leur égard. Par exemple :

- Les exigences en matière de télétravail ont fait en sorte que certains services à l'intention des personnes handicapées n'étaient plus offerts.
- La distanciation sociale et les mesures de confinement ont également compliqué l'accès aux soins et aux services réguliers à domiciles. Ces mesures de confinement ont aussi accru l'isolement.
- Le transfert de nombreux services vers des plateformes en ligne, combiné à la fermeture des bibliothèques publiques, a favorisé l'exclusion des personnes qui n'ont pas un accès régulier à Internet, ne peuvent pas se permettre un service de téléphone ou un accès à Internet, ou sont peu familières ou mal à l'aise avec les technologies de l'information.

Des lacunes et un manque de mesures complémentaires

Durant la pandémie, le gouvernement fédéral a offert de l'aide financière aux personnes handicapées inscrites au crédit d'impôt pour personnes handicapées. Toutefois, ce crédit d'impôt comporte des défauts bien connus qui rendent difficiles l'admissibilité et l'inscription. Par conséquent, de nombreuses personnes handicapées n'ont pas reçu l'aide dont elles avaient besoin.

^{1*} En vertu de la section 6(f) de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, pour remplir leurs obligations, les entités réglementées doivent inclure des personnes handicapées dans l'élaboration et à la conception des lois, des politiques, des programmes, des services et des structures.

Les organismes au service des personnes handicapées : un lien clé

De nombreux organismes locaux et nationaux disposent de vastes réseaux utiles au partage d'information et ont des liens importants avec des personnes aux identités plurielles en situation de handicap, y compris des personnes autochtones, des personnes âgées, des femmes, des filles et des personnes trans, non-binaires et aux expressions de genre variées — ainsi que leurs proches. Ces organismes, dont le travail recoupe souvent plusieurs types de handicap, sont très conscients des obstacles que certaines politiques peuvent créer pour les personnes handicapées, et plaident pour l'élimination de ces obstacles. L'inclusion de ces organismes dans les processus d'élaboration des politiques permettrait de garantir que les programmes et les services fonctionnent mieux pour tou-te-s.

Quelques mesures initiales en matière de politiques

Durant la pandémie, le gouvernement fédéral a fait quelques progrès à cet égard avec le Groupe Consultatif sur la COVID-19 et le Handicap, qui a été formé pour conseiller la ministre de l'Emploi, du Développement de la main d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées au sujet des expériences vécues par les personnes handicapées au Canada. Le groupe consultatif a aussi offert des perspectives sur les défis, les lacunes systémiques et les réponses possibles. Il a présenté son rapport en décembre 2020. Le gouvernement fédéral a également annoncé le financement de 28 organismes nationaux au service des personnes handicapées par l'entremise du Programme de partenariats pour le développement social. Ces fonds serviront à soutenir les activités de communication et de mobilisation pour mieux prendre en compte les effets de la pandémie de COVID-19 sur les personnes en situation de handicap.

La coordination des politiques

Les situations d'urgence exigent la coordination des réponses entre les différentes collectivités et administrations. Durant la pandémie, le chevauchement particulier de certaines politiques fédérales et provinciales a semé la confusion. Par exemple, la Prestation Canadienne d'Urgence offerte par le fédéral a été récupérée à des taux différents d'une province à l'autre. Conséquemment, dans la plupart des cas, certaines personnes handicapées ont reçu moins de PCU que les personnes non handicapées. De plus, les membres des communautés autochtones se sont souvent retrouvés coincés entre les intérêts divergents des gouvernances autochtones locales et des gouvernements provinciaux et fédéral.



« Ça n'est pas comme si les personnes handicapées étaient absentes de la surface de la Terre et étaient soudainement apparues en disant : "nous sommes là". Allo... Nous sommes là depuis la nuit des temps. Alors, pourquoi les gens se réveillent-ils maintenant en disant "on a des personnes handicapées ici..." On ne devrait pas constituer un "problème". Parce que nous faisons partie de la société. Nous vivons ici, au sein de la société. »

– Une personne interrogée

Quelques bonnes pratiques relatives à la participation des personnes handicapées aux processus décisionnels lors des futures crises

- Les personnes handicapées devraient être impliquées dans l'élaboration des politiques qui les concernent.
- Pour élaborer des politiques véritablement inclusives, les gouvernements doivent collaborer pleinement avec les organismes au service des personnes handicapées et leur donner les ressources dont ils ont besoin pour joindre leurs communautés.
- Le rôle essentiel que jouent de nombreuses familles et les proches aidants doit être pris en compte dans l'élaboration des politiques.
- Des systèmes existent pour coordonner les politiques et les programmes entre les différentes administrations. Ces systèmes devraient administrer le chevauchement des différents fonds et prestations du fédéral et du provincial à l'intention des personnes handicapées.
- Les politiques et les plans d'urgence doivent être élaborés, examinés et supervisés de manière à refléter la diversité des expériences des personnes en situation de handicap.

À propos de cette série

Cette fiche d'information fait partie d'une série de fiches visant à faire connaître les conclusions de recherches menées à l'automne 2020 par Live Work Well Research Centre en collaboration avec le Réseau d'Action des Femmes Handicapées Canada (DAWN-RAFH). Vous pouvez consulter le rapport final ainsi que les fiches d'information sur le site liveworkwell.ca.

Dans le cadre de cette série, nous avons :

- Recueilli des données dans cinq provinces (Colombie-Britannique, Alberta, Ontario, Québec et Nouveau-Brunswick) et sur des sites Web internationaux;
- Analysé des données statistiques, des articles de recherche, des politiques et des couvertures médiatiques;
- Mené des entrevues et animé des groupes de discussion avec 24 intervenant-e-s clés de la communauté des personnes handicapées, 30 personnes en situation de handicap et trois intervenant-e-s clés du domaine de la santé aux niveaux fédéral, provincial et régional; et
- Dégagé des thèmes de ces données en employant un cadre d'analyse intersectionnelle tenant compte à la fois des (in)capacités et du genre.

La série de fiches d'information *Les effets de la COVID-19 sur les personnes en situation de handicap au Canada* comprend les fiches suivantes :

1. Mettre en lumière les expériences des personnes en situation de handicap au Canada
2. Satisfaire les besoins essentiels en temps de pandémie
3. La participation des personnes en situation de handicap aux processus décisionnels
4. Les obstacles à l'accès aux soins et aux services de santé
5. Logement et lieux d'hébergement collectif
6. Tirer des leçons de ce qui se fait ailleurs dans le monde

Remerciements

Nous reconnaissons que nous occupons et travaillons sur les territoires des peuples Attawandaron, Mississauga, Algonquin Anishnaabeg, Kanien'kehà:ka et Mi'kmaq. Nous tenons à remercier les participant-e-s et intervenant-e-s clés qui ont généreusement accepté de nous accorder de leur temps pour partager leurs connaissances. Nous remercions également Emploi et Développement social Canada pour leur soutien.

Sources

Emploi et Développement social Canada. 10 avril 2020. « Document d'information : Groupe consultatif sur la COVID-19 en matière des personnes en situation du handicap ». Documents d'information. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/nouvelles/2020/04/document-dinformation--groupe-consultatif-sur-la-covid-19-en-matiere-des-personnes-en-situation-de-handicap.html>

Emploi et Développement social Canada. 2020. « Rapport du Groupe consultatif sur la COVID-19 en matière des personnes en situation du handicap ». <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/ministere/groupe-consultatif-situation-handicap/rapports/2020-rapport-groupe-consultatif.html>

Commission canadienne des droits de la personne (CHRC). 15 septembre 2020. « Déclaration – La COVID-19 met à risque les droits des personnes handicapées ». <https://www.chrc-ccdp.gc.ca/fr/ressources/la-covid-19-met-a-risque-les-droits-des-personnes-handicapees>

Zwicker, Jennifer. 17 juin 2020. « Opinion: Many Canadians with Disabilities Shut out of Pandemic Funding ». Calgary Herald. <https://calgaryherald.com/opinion/columnists/opinion-many-canadians-with-disabilities-shut-out-of-pandemic-funding>

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada 2021